

Article: Sandra Lavanex, Marja-Liisa Öberg, "Third Country Influence on EU Law and Policy-making: Setting the Scene", 2023

I. Présentation des auteurs :

- Sandra Lavanex est une professeur de politique européenne et internationale à l'Université de Genève, et une professeur invitée au Collège d'Europe. Parallèlement, elle conseille ponctuellement le parlement européen.
Ses champs de recherches se concentrent sur la gouvernance internationale, l'intégration Européenne, la politique migratoire et la démocratie extérieure. Elle a notamment écrit *"EU external governance in "wider Europe"* " et co-écrit *"Conceptualising differentiated integration: governance, effectiveness and legitimacy"*,
- Marja-Liisa Öberg est une juriste et professeure de loi européenne EU.
Ses champs de prédilections sont le marché intérieur européen, les relations extérieures, le droit constitutionnel, y compris le droit institutionnel de l'UE, la gouvernance extérieure de l'UE, et enfin le droit des traités et des organisations internationales. Elle a notamment écrit de travaux sur le Brexit et le futur de l'Europe, ou encore l'article *"Autonomy of the EU Legal Order: A Concept in Need of Revision?"*

II. Résumé et points notables:

Cet article vise à comprendre l'influence des pays tiers sur la législation et la politique de l'Union européenne (UE), en proposant un cadre analytique pour identifier, comprendre et expliquer la dynamique de cette influence.

Les auteures expliquent que pendant un temps les recherches sur l'Europe se centrent sur une étude interne. La fin de la Guerre Froide marque un tournant à partir duquel la politique extérieure de l'UE commence à se développer. Au fur et à mesure, on constate un approfondissement des attaches institutionnels entre l'UE et les pays tiers (approfondissement lié à la politique de voisinage de l'UE, le processus de Barcelone, les situation actuelle comme le Brexit...), ainsi, des liens étroits se sont forgés avec des pays tiers. En conséquence, le champ de recherche va s'adapter progressivement et dériver pour inclure l'extérieur. L'article développe alors la notion "inside-out" ("intérieur-extérieur") qui représente l'idée que les recherches basées sur les affaires européennes internes se tournent vers l'extérieur, cette idée correspond à l'impact européen sur l'extérieur. Néanmoins, les liens de plus en plus serrés entre l'UE et l'extérieur (dans le cas de l'Ukraine ou du Royaume-Uni par exemple), donne la capacité à des pays tiers à influencer la loi et la politique européennes. Ce qui se traduit par l'émergence de la notion "outside-in" ("extérieur-intérieur"). Pourtant, de manière formelle ils n'ont pas accès aux instances décisionnelles, ils exercent donc leur influence de manière informelle. D'où l'importance de s'interroger sur cette influence et de proposer un cadre analytique pour comprendre cette

influence. Les auteurs pensent que cette influence s'exerce par divers biais, sur différents niveaux, avec des mécanismes et des implications qu'il faut analyser.

Dans un premier temps, l'article se penche sur l'évolution des relations extérieures de l'UE. Au début, l'influence des pays extérieurs sur le droit et la politique européenne est peu considérée. Les études sur le sujet se basent plutôt sur des facteurs internes et les perturbations liées à l'intégration de pays tiers. Le contexte entre 1997 et 2005, avec le processus de Barcelone et l'élargissement européen, met le focus sur l'extérieur, la politique d'intégration et la gouvernance extérieure de l'UE est davantage prise en compte. Les chercheurs étudient donc l'UE comme acteur global et se concentrent sur l'exportation des normes vers l'extérieur et les conditions nécessaires pour permettre l'intégration de ces normes. Depuis, la notion d'intégration évolue au fur et à mesure, en intégrant les pays tiers à la politique européenne une coopération avec ces pays est inévitable. Or, la coopération ne se fait pas à sens unique. Des sujets sont traités qui offrent au pays tiers l'opportunité de faire lever sur l'Europe (exemple de la question de l'immigration). De plus, le développement des pays tiers est à prendre en compte, l'émergence de pays industriels crée un lien de concurrence avec l'Europe. Toutes ces évolutions expliquent comment les pays tiers sont arrivés à pouvoir exercer leur influence.

Ensuite, l'article conceptualise cette influence des pays tiers: il définit les formes et le type d'influence, en expliquant comment elles sont exercées et à travers quel biais.

Il distingue ainsi l'influence directe politique, exercée au travers des négociations internationales, qui est une influence imposée, coercitive.

L'influence directe administrative, sur un champ technique, exercée au travers de la gouvernance sur des secteurs ou des agences spécifiques, qui s'effectue par la coopération.

L'influence indirecte matérielle/économique, qui découle de la concurrence sur les marchés qui est une influence structurelle découlant de la nature du marché.

Et enfin, l'influence indirecte culturelle/idéologique, exercée par les discours, les livres, une influence plus normative.

Dans un troisième temps, l'article va montrer les mécanismes d'influence en se basant sur un corps d'articles apportant différents exemples et enjeux concrets.

Plus concrètement, l'influence de négociation intergouvernementale est montrée à travers l'influence de l'Ukraine sur l'UE, avec des accords passés qui forcent l'UE à s'adapter sur le plan institutionnel, constitutionnel et en terme de stratégie politique, changements qui peuvent être difficile et coûteux mais obligatoire sous peine de perdre sa crédibilité sur un plan international.

L'influence avec des liens trans-gouvernementaux est développée avec l'exemple de la Turquie, qui a accès à l'UE par ses liens avec les institutions européennes, les agences européennes et internationales et avec des Etats membres. Ces attaches créent une influence à la fois imposée et basée sur la coopération. Cette influence se reflète sur certains secteurs tel

que la politique migratoire ou le CSDP, où la “Turquie est efficacement devenue une autorité décisionnelle dans les relations extérieures de l’UE”¹.

L’influence commerciale est mise en avant avec l’exemple du Brexit, après lequel le Royaume-Uni a gardé de fortes attaches à l’UE, des accords d’échanges commerciaux et de coopérations ont été signés. Cette situation particulière, notamment dans le cas l’Irlande, place le royaume uni dans une position privilégiée qui lui offre l’accès à l’Europe, ses institutions et ses marchés.

Enfin, l’article développe des enjeux spécifiques autour de l’influence formelle et informelle dans les relations administratives et l’influence plus normative. Ainsi, il est mis en avant comment les Etats voisins européens influencent la législation de l’UE. Lors de l’élaboration des nouvelles règles, les pays peuvent influencer sur les nouvelles règles en les téléchargeant et en les diffusant. Ensuite lors de l’adoption et la mise en œuvre, ces pays adoptent des règles européennes en les modifiant ou en les repoussant.

D’autres cas sont présentés: le cas de l’influence à travers le lobbying, l’influence des pays de l’EEA EFTA qui ont imposé leur méthode face au covid , l’influence des pays tiers dans la prise des décisions les agences européennes, l’influence via l’expertise technique.

Par ces exemples, les mécanismes d’influence sont présentés, les auteures vont alors finir par développer les implications pour l’Europe.

Pour finir, les auteures examinent les implications sur l’ordre juridique et politique de l’UE, l’article s’appuie sur des recherches juridiques menées sur le sujet pour montrer que l’exclusion des pays tiers au processus décisionnel permet de conserver des principes de souveraineté, d’autonomie et de confiance. L’influence des pays tiers fragilise donc ces principes. De plus, des implications démocratiques sont aussi en jeu, car les pays tiers qui démocratiquement n’ont aucune légitimité pour représenter les intérêts des européens, influencent les décisions.

III. Méthode:

Cet article se base sur une recherche descriptive, en proposant un cadre analytique pour cartographier et expliquer la dynamique de l’influence des pays tiers.

Le sujet est amené de manière chronologique, de façon à comprendre son émergence et son importance. Ensuite les auteures montrent l’influence des pays tiers sur l’UE à travers une classification, plus tard l’article exploite un corpus documentaire d’exemple pour montrer les mécanismes par lesquels l’influence est exercée.

Pour la définition des influences, la classification se base sur des critères tels que le type et le secteur d’influence, le point d’entrée dans la politique et la loi européenne.

Des indicateurs, pour observer le type d’influence sont définis tels que l’adoption des normes des pays tiers, la présence de lobby au sein de l’UE appuyant ces pays tiers ou la présence de débats ou de réflexions portées par ces pays tiers. La portée et les implications des influences

¹ “Turkey has effectively become a rule shaper in EU external relations”p.1443

classifiées sont ensuite analysées. Toutes ces données sont synthétisées sous la forme de deux tableaux permettant de conceptualiser comment les pays tiers peuvent influencer la législation et la politique de l'Union européenne.

Cette analyse est alors étoffée par une recherche documentaire, après avoir montré et expliqué l'influence des pays tiers sur l'UE, l'article vise à montrer les implications de cette influence. Pour cela, les auteures se basent sur de nombreux articles afin de pouvoir s'appuyer sur des enjeux spécifiques, à travers divers exemples, pour montrer, dans les faits, les conséquences de l'influence des pays tiers sur la législation et la politique européenne.

IV. Conclusion/critique:

Cet article met bien en avant l'influence des pays tiers sur la politique et la législation européennes, il explique que la coopération extérieure de l'UE permet cette influence et mène une perspective "outside-in", puis comment cette influence se manifeste sous différente typologie sur différents secteurs. Enfin, en exposant les menaces que cette influence génère tout en élaborant les mécanismes par lesquels elle agit, et les implications de cette influence. C'est donc un article très complet, mêlant exemple précis avec des recherches théoriques.

Néanmoins, je trouve cet article trop partial et biaisé, il est orienté de façon à présenter l'influence des pays tiers de façon péjorative, en se focalisant sur des aspects comme la menace que cela représente pour l'autonomie ou la démocratie, pourtant l'influence extérieure est un processus normal, l'UE est par plusieurs aspects construite comme un Etat, or un Etat se forme en partie grâce aux différentes interactions et positions de tous les acteurs qui l'entoure, dans un monde mondialisé, les pays tiers ont légitimement part à cette influence, qui n'est pas forcément mauvaise, elle permet notamment de ne pas être refermé sur une politique trop intérieure et imperméable à l'extérieur. De plus, l'article ne parle pas des avantages géopolitiques, que suppose la coopération étroite de l'UE avec les pays-tiers, certes cela découle sur une position où ces pays ont une certaine influence sur l'UE, mais cela donne aussi de la légitimité à l'Europe sur le plan international, de par ses liens étroits avec l'extérieur. En somme, l'article laisse de côté le fait que cette influence est un prix à payer pour un choix volontaire en termes de politique extérieur, prix qui, par ailleurs, comporte ses avantages.